

# ⇒ École en danger

**78 fermetures de classes contre 26 ouvertures à Paris !**

**Les annonces du rectorat de Paris au comité technique académique du 7 avril constituent un vrai recul des conditions d'apprentissage à Paris pour raison d'économies.**

**L'austérité à l'école, c'est plus de division, d'exclusion, de sélection, moins d'ambition pour toutes et tous.**

Les élu-e-s communiste - Front de gauche soutiennent l'action des représentants des parents d'élèves et des enseignants et mèneront avec eux cette lutte pour les moyens de l'école publique à Paris.

**Nicolas Bonnet Oulaldj,  
Président du groupe PCF –  
FG au Conseil de Paris,  
a interpellé immédiatement  
Najat Vallaud-Belkacem sur  
cette situation  
innacceptable.**

78 fermetures de classe contre 26 ouvertures. Aucune création de poste de remplacement n'est prévue, Alors que les besoins sont criants à Paris. Aucun recrutement supplémentaire de Rased prévu, et le dispositif « plus de maîtres que de classes », annoncé comme la nouveauté du projet gouvernemental sur l'école, n'est mis en place qu'avec parcimonie.

**Ce dispositif touchant toutes les catégories de populations à Paris est inadmissible.** Alors que les inégalités s'aggravent dans notre pays, que les inégalités scolaires touchent Paris comme d'autres villes en France, l'éducation Nationale doit mettre les moyens pour garantir à l'ensemble de la communauté éducative les meilleures conditions de travail et d'apprentissage possibles.

**D'autres choix sont possibles !**

- **assurer de bonnes conditions d'études et d'enseignement** : des établissements à taille humaine, des classes à effectifs réduits ; des programmes et méthodes ambitieux pour des élèves tous capables si l'école en a les moyens.
- **aller vers une gratuité totale des études** pendant la scolarité obligatoire, qu'il s'agisse du matériel, des sorties pédagogiques et voyages, de la restauration.
- **prolonger la scolarité obligatoire et le temps passé en classe pour que tout soit appris à l'école** sans besoin d'avoir recours aux familles, ou aux soutiens bénévoles ou payants, et parce que les connaissances à acquérir sont aujourd'hui plus complexes.
- **faire des salarié(e)s de l'éducation des personnels titulaires mieux formés**, aux métiers fortement revalorisés, avec des salaires qui les délivrent des aléas des primes, et une formation qui leur permette une maîtrise de leurs métiers au service de la démocratisation.

**Plutôt que de choyer banquiers et actionnaires, il faut investir dans le service public d'éducation, pour former les individus, travailleurs et citoyens éclairés dont le pays a besoin !**



